

Communiqué de presse

Paris, le 14 septembre 2022

Macron : pour me permettre de tenir ma promesse de ne pas augmenter les impôts des riches, les pauvres vont travailler plus longtemps.

Le lundi 12 septembre 2022, devant une centaine de journalistes, le Président de la République a annoncé que la réforme des retraites entrerait en vigueur dès l'été 2023, si nécessaire sans vote au Parlement en recourant à l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution.

Il a précisé que cette réforme « ne fait plaisir à personne ». Il se fout du monde. C'est laisser entendre qu'elle nous tombe du ciel, que le pays ne peut y échapper, qu'il y a une force supérieure qui lui commande à lui, Jupiter, probablement en relation avec « les forces de l'esprit », de faire cette réforme « alors qu'elle ne lui fait même pas plaisir » !

Nous savons, bien au contraire, qu'elle fait notamment plaisir aux « grands patrons », comme ceux du CAC 40, comme leur ont fait plaisir toutes les réformes précédentes qui expliquent en partie comment les fortunes des plus riches et leurs rémunérations ont pu croître en trente ans dans de telles proportions. En faisant travailler plus longtemps celles et ceux qui ont un emploi, on « relance » le chômage des jeunes, ce qui affaiblit les résistances ouvrières, ce qui facilite l'exploitation de la main d'œuvre (conditions de travail et rémunérations dégradées), ce qui se traduit d'ailleurs par une très grande productivité du travail en France et par des taux de profits parmi les plus élevés au sein de l'Union Européenne. Et c'est ainsi que les actionnaires se gavent et que les riches sont de plus en plus riches. Et qu'ils sont heureux de cette nouvelle réforme.

Le report de l'âge légal de départ en retraite et / ou l'allongement de la durée de cotisation, seraient le recto et le verso du « choix » qui serait donné !

Pour que ça aille très vite, cette réforme pourrait être englobée dans le prochain Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS 2023). Quelques ministres commentent déjà qu'il faut aller vite « car on est dans un mur budgétaire ».

Cette fois, nous aurons donc moins d'habillage « technico-oiseux » du genre « *on vit plus longtemps, DONC il faut travailler plus longtemps* » ou « *notre système par répartition (auquel nous tenons tous) doit être sauvé DONC il faut travailler plus longtemps* ». D'autant plus que le COR lui-même vient d'annoncer qu'il n'y avait rien de catastrophique dans l'équilibre des comptes.

Non, cette fois, c'est clair et net : il n'y a plus de sous dans le budget de l'État, et il en faut pour l'école, le grand âge et la crise climatique, et il ne faut pas augmenter les impôts, DONC vous allez travailler plus longtemps, car nous allons faire des économies en vous sucant deux ou trois ans de retraite. Certes, elles auraient été vos meilleures années de retraite, celles où vous auriez encore été assez « en forme » pour sortir un peu, faire des choses dont vous avez rêvé pendant toute votre

existence. Certes encore, ces années de travail en plus seront souvent les plus pénibles de votre existence au travail, car vous serez usés, fatigués, vous récupérerez de plus en plus mal, vous aurez des douleurs, des courbatures, vous dormirez mal, mais nous n'avons pas le choix !

Si, il y a le choix : de l'argent, il y en a, notamment dans tous les impôts et toutes les cotisations sociales qui ont été supprimés pour les riches et les très riches (ISF, plafonnement de la taxation des dividendes, suppression d'impôts de production, fraude fiscale et sociale des très grandes entreprises, laxisme à l'égard des paradis fiscaux, exonération de cotisations sociales jusqu'à 2,4 fois le SMIC, etc.), et dans tous les impôts que Macron refuse aujourd'hui (comme taxer les superprofits réalisés par les spéculateurs, etc.).

Cette réforme nous confirme que, pendant la guerre en Ukraine, pendant l'inflation galopante, comme pendant la pandémie et la crise climatique, la lutte de classes continue : cette précipitation du gouvernement en est l'illustration. Encore une fois, ce sont eux qui commencent, qui continuent, qui persistent.

À nous d'y répondre, déjà le 29 septembre. Et à nous d'attaquer en mettant en avant nos revendications pour un autre monde. Contre le choix de faire travailler plus longtemps les pauvres, il y a le choix de faire contribuer les riches aux charges communes !